

*Questions au Feuilleton*

3. Nouveaux établissements à sécurité maximale présentement en voie de construction ou dont la mise en chantier est prévue, y compris les centres d'accueil régionaux et les centres psychiatriques régionaux:

	a) Date cible	b) Coût	c) Capacité
<b>Région de l'Atlantique</b>			
Établissement à sécurité maximale n° 1	Juin 1979	\$11,700,000	216
Centre psychiatrique régional	Mars 1981	\$ 8,700,000	60
Établissement à sécurité maximale n° 2	Août 1985	\$13,500,000	216
<b>Région du Québec</b>			
Établissement à sécurité maximale n° 1	Juin 1979	\$11,700,000	216
Établissement à sécurité maximale n° 2	Avril 1979	\$11,700,000	216
Établissement à sécurité maximale n° 3	Mars 1983	\$16,500,000	216
Établissement à sécurité maximale n° 4	Mars 1983	\$16,500,000	216
<b>Région de l'Ontario</b>			
Centre psychiatrique régional	Juin 1979	\$ 9,500,000	170
Centre d'accueil régional	Mars 1982	\$13,500,000	180
Établissement à sécurité maximale n° 1	Mars 1982	\$13,500,000	350
<b>Région des Prairies</b>			
Centre psychiatrique régional	Mars 1978	\$ 8,730,000	100
Établissement à sécurité maximale n° 1	Mars 1979	\$11,865,000	216
Établissement à sécurité maximale n° 2	Mars 1982	\$11,500,000	216
<b>Région du Pacifique</b>			
Établissement à sécurité maximale n° 1	Octobre 1978	\$13,340,000	192
Centre d'accueil régional	Mars 1981	\$13,500,000	120
Établissement à sécurité maximale n° 2	Mars 1981	\$13,500,000	216

4. Établissements à sécurité maximale présentement en voie d'élimination a) Date prévue de fermeture: Pénitencier de Dorchester, mars 1986; Établissement à sécurité maximale de Laval, mars 1983; Pénitencier de Kingston, septembre 1981; Pénitencier de la Colombie-Britannique, mars 1981. b) Il est impossible de prévoir la diminution annuelle de la population carcérale dans les établissements à sécurité maximale. Cependant, le tableau ci-dessous expose le nombre de cellules qui devront être fermées pendant la période d'élimination progressive:

Établissement	Nombre de cellules à fermer	Année
Pénitencier de Dorchester	150	1980
	150	1981
	213	1986
Établissement à sécurité maximale de Laval	200	1981
	200	1982
	183	1983

Établissement	Nombre total de détenus au 1 <sup>er</sup> janvier		
	1975	1976	1977
Pénitencier de Kingston			
Pénitencier de la Colombie-Britannique			
Pénitencier de Dorchester	370	323	357
Centre d'accueil régional (Québec)	173	198	301
Centre psychiatrique régional (Québec)	67	112	*—
Centre correctionnel de formation (Québec)	—	—	67
Établissement de Laval	166	268	355
Établissement Archambault	400	416	416
Centre d'accueil régional (Ontario)	216	281	278
Centre psychiatrique régional (Ontario)	121	108	98
Établissement de Millhaven	300	229	335
Établissement de Stony Mountain	443	460	466
Pénitencier de la Saskatchewan	524	511	534
Centre psychiatrique régional (Pacifique)	118	89	92
Pénitencier de la Colombie-Britannique	517	**473	**365
	3,415	3,468	3,664

\* Le chiffre pour le Centre psychiatrique régional (Québec) est inclus dans le chiffre de l'établissement de Laval.

\*\* Les chiffres comprennent le Centre d'accueil régional.

L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ DE LA NOUVELLE GALERIE NATIONALE

Question n° 2241—M. Herbert:

1. Quel a été, jusqu'à maintenant, le coût de l'étude de faisabilité de la nouvelle Galerie nationale?
2. A combien estime-t-on le coût de cette étude?
3. A qui a été versé le montant principal?
4. Quelles sont a) la description, b) la superficie totale, du site prévu pour la construction?

**M. Alexandre Cyr (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics):** 1. Les concours restreints d'architecture et les dépenses engagées à ce titre n'avaient pas précisément pour but de réaliser des études de faisabilité de la nouvelle Galerie nationale. Le ministère des Travaux publics et la Commission de la capitale nationale ont déjà effectué conjointement des études de planification du secteur de la rue Wellington ouest. Toutefois, ces études ont été entreprises avant même que ne soit choisi l'emplacement actuel de la Galerie nationale, et elles ne tenaient pas compte de ce projet. En ce qui concerne les études visant l'emplacement de la Galerie nationale, elles ont été faites par le ministère des Travaux publics et par la Commission de la capitale nationale. Par conséquent, elles n'ont pas nécessité de dépenses importantes.